

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84 905 Avignon

Avignon, le 24/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROUSSELOT Isle-sur-la-Sorgue SAS

Chemin Moulin Premier
84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue

Références : D-00296-2024 / LRAR n° 1A 204 774 9414 0
Code AIOT : 0006400503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS implanté Chemin Moulin Premier 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS
- Chemin Moulin Premier 84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006400503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROUSSELOT exploite un établissement spécialisé notamment dans la fabrication de

gélatine, sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84800).

Les activités exercées relèvent notamment de l'autorisation au titre de la rubrique 3642-1 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2 de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Action coup de poing Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.1.1
2	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4-I
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article Communication DREAL

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de faire un bilan des prélèvements d'eau et de sensibiliser l'exploitant sur les dispositions réglementaires applicables en période de sécheresse. Il a permis de faire le point sur les usages et les actions mises en œuvre par l'exploitant pour maîtriser la consommation.

Par ailleurs, l'Inspection adresse à l'exploitant une lettre préfectorale de suite pour les constats suivants :

- Demande d'action corrective concernant le dépassement des prélèvements maximaux sur le réseau public ;
- Demande d'action corrective concernant le relevé des prélèvements d'eau qui doit être journalier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau				
Prescription contrôlée : Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau (...) <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p>				
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (en m³)	Débit maximal		Débit moyen (m³/j)
		horaire (m³/h)	journalier (m³/j)	
Forage	265.000	80	1.920	105
Canal du Moulin Premier 12 puits	11.000.000	2.465	59.100	24.230
Réseau public	10.000			25
Constats : L'approvisionnement en eau est assuré par 10 puits (eau superficielle – les puits n°7 et n°10 ont été condamnés), un forage, et le réseau d'adduction en eau potable (AEP). L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 mentionne ces 3 catégories d'eau utilisées, mais ne distingue pas la nature de l'utilisation et n'indique pas le nom et le code de la masse d'eau associée. L'exploitant précise les usages suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Forage : pour certains vestiaires et les douches de sécurité. • Puits : incendie, refroidissement, eau potabilisé process, alimentation process STEP, arrosages espaces verts. • AEP : eaux domestiques et en secours pour le forage. L'exploitant connaît les masses d'eau de ses prélèvements : <ul style="list-style-type: none"> • Forage : Alluvions des plaines du Comtat (Sorgues) – FRDG354 • Puits et AEP : Grande Sorgue et Sorgue d'Entraigues, du Partage des eaux à la confluence avec la Sorgue de Velleron – FRDR384d 				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. (...)
Constats : Chaque point de prélèvement d'eau est équipé d'un compteur (pour les 10 puits, le forage et l'AEP), et même d'un deuxième compteur dans le cas d'un double usage (exemple : puits n°6 pour le process et pour le refroidissement).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volumes d'eau prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.1.1				
Thème(s) : Risques chroniques, Eau				
Prescription contrôlée : Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau (...) <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p>				
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (en m³)	Débit maximal		Débit moyen (m³/j)
		horaire (m³/h)	journalier (m³/j)	
Forage	265.000	80	1.920	105
Canal du Moulin Premier 12 puits	11.000.000	2.465	59.100	24.230
Réseau public	10.000			25
Constats : Pour les années 2022 / 2023, les volumes prélevés sont respectivement les suivants (données issues de la déclaration GEREP) : <ul style="list-style-type: none"> Eaux de surface (puits) : 4 572 024 m³ / 3 956 220 m³ Eaux souterraines (forage) : 11 853 m³ / 20 856 m³ AEP : 29 558 m³ / 17 068 m³ <p>Le prélèvement maximal autorisé sur le réseau public est dépassé : l'exploitant fera connaître à l'Inspection, sous un mois, les éléments explicatifs de ce dépassement, et les actions correctives engagées ou envisagées (avec le calendrier associé) pour respecter le prélèvement maximal annuel autorisé.</p> <p>Le respect des débits horaire et journalier maximaux autorisés n'a pas été vérifié au cours de cette visite.</p>				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande d'action corrective				
Proposition de délais : 1 mois				

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : (...) <p>Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j,</p>

hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Les compteurs sont relevés hebdomadairement et les résultats sont reportés dans un registre informatisé.</p> <p>Compte tenu du débit prélevé très largement supérieur à 100 m³/j, l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 prescrit un relevé des compteurs journalier : l'exploitant informe l'Inspection du remplacement de la totalité des compteurs par des débitmètres entre 2022 et 2024, et du projet d'automatisation des relevés par un système informatique centralisé de suivi et de reporting journalier.</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place, sous un mois, un relevé journalier de ses prélèvements d'eau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prélèvements :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;</p> <p>(...)</p> <p>Volumes d'eaux rejetés :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré annuellement sur GEREP ses prélèvements en eau.</p> <p>La déclaration 2022 a été présentée en séance : l'Inspection relève une discordance concernant le prélèvement en eau de surface dans GEREP (4 572 024 m³) et dans le registre présenté (5 055 041 m³).</p> <p>Post-inspection, par mail du 16 février 2024, après avoir repris son registre de suivi des prélèvements, l'exploitant confirme que les données déclarées dans GEREP sont correctes (mêmes données transmise à l'Agence de l'Eau). Le registre informatique (type Excel) de l'exploitant comporte des erreurs de calcul dans ses formules.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :</p> <p>https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'année 2023, la zone de gestion sécheresse dont dépend l'établissement a été en alerte renforcée du 12 mai au 14 juin 2023, ainsi que du 16 septembre 2023 au 15 janvier 2024 : l'exploitant avait bien connaissance de ces informations.</p> <p>Par méconnaissance, l'exploitant indique qu'il n'a pas effectué de déclaration sur le site internet démarches simplifiées en 2023.</p> <p>L'Inspection a informé l'exploitant que les informations relatives au niveau de gravité de la zone qu'il doit suivre sont accessibles sur le site internet VIGIEAU (https://vigieau.gouv.fr).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, article Communication DREAL
Thème(s) : Risques chroniques, PSH
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.</p> <p>Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <p>1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à</p>

une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.

2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

L'exploitant précise que son plan de sobriété hydrique (PSH) est en cours d'élaboration.

Post-inspection, par mail du 16 février 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection la version provisoire de son PSH (non finalisé).

Type de suites proposées : Sans suite